

3^e het koninklijk besluit van 4 februari 1987 tot vaststelling van de samenstelling van de interministeriële commissie met betrekking tot het Derde arbeidscircuit en het Bijzonder Tijdelijk Kader;

4^e het koninklijk besluit van 17 februari 1987 tot uitvoering van artikel 2, § 2, 5^e en 6^e, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

5^e artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 februari 1987 tot uitvoering van artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

6^e het ministerieel besluit van 31 december 1986 tot uitvoering van artikel 3, § 2, 2e lid, van het koninklijk besluit van 29 maart 1982 tot uitvoering van afdeling 3, Bijzonder Tijdelijk Kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

7^e het ministerieel besluit van 31 december 1986 tot uitvoering van artikel 17, 4e lid, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op de dag van de inkrafttreding van het decreet.

De in artikel 9, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e en 7^e bedoelde bepalingen blijven echter even lang van toepassing als dewelke bedoeld in artikel 15 van het decreet.

Art. 11. De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

F 90 — 1755

22 JUIN 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 7;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire que les nouvelles mesures qui imposent une intervention financière particulière aux employeurs qui mettent des travailleurs à la disposition de tiers utilisateurs entrent en vigueur en même temps que le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Services d'aides ménagères à tarif social

Article 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand peuvent mettre des aides ménagères à la disposition de personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, dénommées ci-après tiers utilisateurs, à condition qu'il s'agisse d'aides ménagères destinées à compléter les prestations fournies par un service agréé d'aide aux familles et/ou aux personnes âgées.

On entend par personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, les personnes auxquelles une contribution horaire ne dépassant pas 200 francs est ou serait demandée en contrepartie de services rendus par une aide familiale ou une aide senior.

Art. 2. Les aides ménagères ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 3. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs aides ménagères. La durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateurs ne peut excéder deux journées complètes de travail par semaine.

Art. 4. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 5. La Région prend en charge la rémunération des aides ménagères prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 7,5 %.

(1) Référence au *Moniteur belge*:

Décret du 31 mai 1990, *Moniteur belge* du 16 juin 1990.

CHAPITRE II. — Services d'aides ménagères

Art. 5. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité peuvent mettre, à des fins privées, des aides ménagères à la disposition de personnes physiques dénommées ci-après, tiers utilisateurs.

Art. 7. Les aides ménagères ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 8. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs aides ménagères. La durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateur ne peut excéder une journée complète de travail par semaine.

Art. 9. La Région prend en charge la rémunération des aides ménagères prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 25 %.

CHAPITRE III. — Services de dépannage à domicile

Art. 10. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité peuvent mettre des manœuvres à la disposition de personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, dénommées ci-après, tiers utilisateurs.

On entend par personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, les personnes auxquelles une contribution horaire ne dépassant pas 200 francs est ou serait demandée en contrepartie de services rendus par une aide familiale ou une aide senior.

Art. 11. Les manœuvres ne peuvent effectuer que des travaux de minime importance.

Ils ne peuvent employer que les fournitures et les outils en bon état mis à leur disposition par les tiers utilisateurs.

Art. 12. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plus de deux manœuvres. En aucun cas, la durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateur ne peut excéder, par travailleur, deux journées complètes de travail par mois.

Art. 13. La Région prend en charge la rémunération des manœuvres prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 10 %.

CHAPITRE IV. — Services de garde d'enfants malades à domicile

Art. 14. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, à l'exception de ceux qui dépendent d'une école, peuvent mettre des puéricultrices à la disposition des parents, des tuteurs ou des autres personnes physiques qui ont la garde des enfants.

Les employeurs doivent assurer simultanément le fonctionnement d'une halte-garderie, d'une crèche ou d'une maison d'enfants agréée.

Art. 15. Les puéricultrices gardent, au domicile des enfants, les enfants malades âgés de moins de treize ans, pendant une période qui ne peut dépasser trois jours ouvrables à compter du lendemain du jour auquel est établi un certificat médical interdisant à l'enfant malade de sortir.

Art. 16. A défaut d'enfants malades à garder à leur domicile, les puéricultrices peuvent être occupées au sein de la halte-garderie, de la crèche ou de la maison d'enfants agréée dont les employeurs assurent le fonctionnement.

Art. 17. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative aux crèches.

Art. 18. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE V. — Services d'accueil de la petite enfance

Art. 19. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, à l'exception de ceux qui dépendent d'une école, peuvent, dans des locaux spécialement affectés à cette fin, faire assurer par des puéricultrices la garde d'enfants qui leur sont confiés par leurs parents, leurs tuteurs ou d'autres personnes physiques qui en ont la garde.

Art. 20. Les puéricultrices gardent les enfants âgés de moins de sept ans qui leur sont confiés pendant une journée maximum.

Chaque enfant ne peut être gardé plus de quatre journées complètes par mois.

Art. 21. A défaut d'activité d'accueil, les puéricultrices peuvent accomplir les activités de garde d'enfants malades à domicile visées au chapitre IV.

Art. 22. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu dans un cas semblable, par la réglementation relative aux crèches.

Art. 23. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE VI. — Centres de post-accouchement

Art. 24. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, peuvent mettre des puéricultrices à la disposition des femmes qui viennent d'accoucher, dénommées ci-après, tiers utilisateurs. Les activités s'accomplissent au domicile des tiers utilisateurs au cours d'une période qui ne peut dépasser quinze jours calendrier à compter de la date de l'accouchement.

Art. 25. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs puéricultrices.

Art. 26. Les puéricultrices ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 27. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 28. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE VII. — *Services d'accueil et d'animation dans les maisons de repos et de soins et les maisons de repos*

Art. 29. Les maisons de repos et de soins et les maisons de repos constituées en associations sans un but lucratif, sauf celles dans la création ou la direction desquelles le pouvoir public est prépondérant; peuvent mettre des animateurs ayant au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, à la disposition des personnes qu'elles hébergent.

Art. 30. Les animateurs réalisent des activités d'accueil et d'animation de nature à améliorer la qualité de l'hébergement.

Ils ne peuvent accomplir ni les activités pour lesquelles des subventions sont prévues au cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors, ni les activités donnant lieu à une intervention de l'assurance maladie-invalidité.

Art. 31. La Région prend en charge la rémunération des animateurs prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 15 %.

CHAPITRE VIII. — *Services de gardes-malades*

Art. 32. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, peuvent mettre des gardes-malades soit à la disposition de personnes physiques ayant, à leur domicile, des malades faisant partie de leur famille, soit à la disposition des malades eux-mêmes.

Art. 33. Les gardes-malades ne peuvent accomplir ni les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors, ni les activités donnant lieu à une intervention de l'assurance maladie-invalidité.

Les gardes-malades ne peuvent s'occuper que de malades faisant l'objet d'un certificat médical.

Art. 34. Le bénéfice des services des gardes-malades ne peut être cumulé au bénéfice des services de garde d'enfants malades à domicile visés au chapitre IV.

Art. 35. La Région prend en charge la rémunération des gardes-malades prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 15 %.

CHAPITRE IX. — *Disposition commune*

Art. 36. Pour chaque service visé aux chapitres précédents, les employeurs communiquent trimestriellement à la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, par tiers utilisateur, le nombre de prestations horaires accomplies au cours du trimestre écoulé et les montants de rétribution auxquelles elles ont donné lieu.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 37. Pour ce qui concerne la Région wallonne, les dispositions suivantes sont abrogées :

1^o l'arrêté royal du 8 août 1983 d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16bis, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand destiné à encourager des actions de formation dans les pays en développement;

2^o l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

3^o l'arrêté ministériel du 30 avril 1987 d'exécution des articles 3 et 10 de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 38. Le présent arrêté produit ses effets le même jour que le décret du 31 mai 1990 précité.

Les dispositions visées à l'article 37 restent néanmoins d'application aussi longtemps que celles visées à l'article 15 du décret du 31 mai 1990 précité.

Art. 39. Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 1990.

Le Minsitre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D 90 — 1755

22. JUNI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Ausführung des Artikels 7 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nichtkommerziellen Sektor (1)

Auf Grund des Dekrets vom 31. Mai 1990 über die Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nichtkommerziellen Sektor, insbesondere dessen Artikel 7;

Nuellenangabe *Belgische Staatsblatt*:

Dekret vom 31. Mai 1990, *Belgisches Staatblatt* vom 18. Juni 1990.

Auf Grund des Einverständnisses des für den Haushalt zuständigen Ministers;

Auf Grund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Auf Grund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, in der Fassung des Gesetzes vom 4. Juli 1989;

Auf Grund der Dringlichkeit;

In Erwagung dessen, dass es erforderlich ist, dass die neuen Massnahmen, welche den Arbeitgebern, die Drittbenutzern Arbeiter zur Verfügung stellen, eine besondere finanzielle Beisteuerung auferlegen, gleichzeitig in Kraft treten wie das Dekret vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nicht kommerziellen Sektor;

Auf Vorschlag des Ministers für ländliche Erneuerung, Erhaltung der Natur, Industriezonen und Arbeitsbeschaffung;

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Dienste von Haushaltsgehilfinnen zu einem sozialen Tarif

Artikel 1. Die Arbeitgeber, die unter Artikel 3 des Dekrets vom 31. Mai 1990 über die Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nicht kommerziellen Sektor erwähnt, können wenig bemittelten Personen, nachstehend Drittbenutzer genannt, deren Lage einer Hilfe zu Hause bedarf, Haushaltsgehilfinnen zur Verfügung stellen zu der Bedingung, dass es sich um Haushaltsgehilfinnen handelt, die zur Ergänzung der durch einen anerkannten Hilfediens für Familien und/oder für Betagte verrichteten Dienstleistungen bestimmt sind.

Unter wenig bemittelten Personen, deren Lage einer Hilfeleistung zu Hause bedarf, versteht man die Personen, von denen einen nicht 200 F überschreitenden Stundenbeitrag als Gegenleistung für die von einer Familiengehilfin oder Altenpflegehelferin verrichteten Dienstleistungen gefordert wird oder würde.

Art. 2. Die Haushaltsgehilfinnen dürfen keine Tätigkeiten nachgehen, für welche Zuschüsse bei Beschäftigung von Familiengehilfinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 3. Jedem Drittbenutzer können nicht gleichzeitig die Dienste mehrerer Haushaltsgehilfinnen zugute kommen. Die Dauer der für Jeden Drittbenutzer verrichteten Dienstleistungen darf zwei voll Arbeitstage pro Woche nicht überschreiten.

Art. 4. Der Stundenlohn ist dem Betrag gleich, welcher in einem ähnlichen Falle durch die Regelung über die Hilfe an die Familien und/oder an die Betagten vorgesehen ist.

Art. 5. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Haushaltsgehilfinnen sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrages von 7,5 %.

KAPITEL II. — Dienstleistungen von Haushaltsgehilfinnen

Art. 6. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 angeführten Arbeitgeber können natürlichen Personen, nachstehend Drittbenutzer genannt, Haushaltsgehilfinnen zu Privatzwecken zur Verfügung stellen.

Art. 7. Die Haushaltsgehilfinnen dürfen keine Dienstleistungen verrichten, für welche Subventionen bei Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 8. Jedem Drittbenutzer können Dienste mehrerer Haushaltsgehilfinnen nicht gleichzeitig zugute kommen. Die Dauer der für einen jeden Drittbenutzer verrichteten Dienstleistungen darf einen vollen Arbeitstag pro Woche nicht überschreiten.

Art. 9. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vorgesehene Entlohnung der Haushaltsgehilfinnen sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeträge, und zwar nach Abzug eines Betrages von 25 %.

KAPITEL III. — Aushilfsdienste zu Hause

Art. 10. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 angeführten Arbeitgeber können wenig bemittelten Personen, nachstehend Drittbenutzer genannt, deren Lage einer Hilfe zu Hause bedarf, Hilfsarbeiter zur Verfügung stellen.

Unter wenig bemittelte Personen, deren Lage einer Hilfe zu Hause bedarf, versteht man die Personen, von denen einen nicht 200 F überschreitenden Stundenbeitrag als Gegenleistung für die von einer Familienhelferin oder einer Altenpflegehelferin geleisteten Dienste gefordert wird oder würde.

Art. 11. Die Hilfsarbeiter dürfen nur Arbeiten von geringer Bedeutung ausführen. Sie dürfen nur Lieferungen und Werkzeuge in gutem Zustand gebrauchen, die ihnen durch die Drittbenutzer zur Verfügung gestellt werden.

Art. 12. Jedem Drittbenutzer können nicht gleichzeitig Dienste von mehr als zwei Hilfsarbeitern zugute kommen. Die Dauer der für jeden Drittbenutzer geleisteten Dienste darf keinesfalls zwei volle Arbeitstage pro Monat und pro Arbeiter überschreiten.

Art. 13. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Hilfsarbeiter sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach Abzug eines Betrages von 10 %.

KAPITEL IV. — Betreuung von kranken Kindern zu Hause

Art. 14. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes angeführten Arbeitgeber, mit Ausnahme derjenigen, die von einer Schule abhängen, können Eltern, Vormündern oder anderen natürlichen Personen, in deren Obhut die Kinder sich befinden, Kinderpflegerinnen zur Verfügung stellen.

Die Arbeitgeber müssen gleichzeitig den Betrieb eines anerkannten Kinderbetreuungsraums, einer anerkannten Kinderkrippe oder eines anerkannten Kinderhauses gewährleisten.

Art. 15. Die Kinderpflegerinnen betreuen die kranken Kinder zu Hause unter 13 Jahren, und dies während einer Periode, die drei Werkstage ab dem folgenden Tag des Datums des ärztlichen Attestes, laut dem das Kind nicht ausgehen darf, nicht überschreiten darf.

Art. 16. Falls die Kinderpflegerinnen keine kranken Kinder an deren Wohnsitz zu betreuen haben, können sie im anerkannten Kinderbetreuungsraum, in der anerkannten Kinderkrippe oder im anerkannten Kinderhaus, dessen Betrieb von den Arbeitgebern gewährleistet wird, tätig sein.

Art. 17. Der Stundenlohn ist dem Betrag gleich, der in einem ähnlichen Fall durch die Regelung über die Kinderkrippen vorgesehen ist.

Art. 18. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Kinderpflegerinnen sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrages von 12 %.

KAPITEL V. — Kleinkinderaufnahmedienst

Art. 19. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 angeführten Arbeitgeber, mit Ausnahme derjenigen, die von einer Schule abhängen, können in speziell zu diesem Zwecke bestimmten Räumen die Kinder von Kinderpflegerinnen betreuen lassen, die ihnen von deren Eltern, Vormündern oder von anderen natürlichen Personen, unter deren Obhut sie stehen, anvertraut worden sind.

Art. 20. Die Kinderpflegerinnen betreuen die ihnen anvertrauten Kinder unter sieben Jahren während höchstens eines Tages.

Jedes Kind darf nicht mehr als vier volle Tage pro Monat betreut werden.

Art. 21. Falls die Kinderpflegerinnen mit Aufnahme-Tätigkeiten nicht beschäftigt sind, können sie die unter Kapitel V vorgesehenen Tätigkeiten betreffs der Betreuung von kranken Kindern zu Hause Nachgehen.

Art. 22. Der Stundenlohn ist dem Betrag gleich, der in einem ähnlichen Falle durch die Regelung über die Kinderkrippen vorgesehen ist.

Art. 23. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Kinderpflegerinnen sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrages von 12 %.

KAPITEL VI. — Zentren, die Dienste nach der Entbindung leisten

Art. 24. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 angeführten Arbeitgeber können Frauen, die vor kurzem ein Kind zur Welt gebracht haben, nachstehend Drittbenutzer genannt, Säuglingspflegerinnen zur Verfügung stellen. Die Tätigkeiten erfolgen am Wohnsitz der Drittbenutzer für eine Dauer, die fünfzehn Kalendertage ab dem Datum der Entbindung nicht überschreiten darf.

Art. 25. Jedem Drittbenutzer können nicht gleichzeitig Dienste von mehreren Säuglingspflegerinnen zugute kommen.

Art. 26. Die Säuglingspflegerinnen dürfen keine Tätigkeiten nachgehen, für welche Subventionen bei Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 27. Der Stundenlohn ist dem Betrag gleich, welcher in einem ähnlichen Fall durch die Regelung über die Hilfe an die Familien und an die Betagten vorgesehen ist.

Art. 28. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Säuglingspflegerinnen sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrags von 12 %.

KAPITEL VII. — Aufnahme und Animation in den Ruhe- und Pflegenheimen sowie in den Ruheheimen

Art. 29. Die Ruhe- und Pflegeheime sowie die Ruheheime, die sich als Gesellschaften ohne Erwerbszweck konstituiert haben, mit Ausnahme derjenigen, bei deren Gründung oder Leitung, die öffentliche Hand vorherrschend ist, können den Personen, die sie beherbergen, Animatoren zur Verfügung stellen, die höchstens ein Diplom des Sekundarunterrichts der Oberstufe besitzen.

Art. 30. Die Animatoren gehen Aufnahme- und Animierungstätigkeiten nach, die dazu angetan sind, die Unterbringungsqualität zu verbessern.

Sie dürfen weder Tätigkeiten nachgehen, für die Subventionen bei Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind, noch Tätigkeiten, welche Anlass zu einer Beisteuerung seitens der Kranken- und Invalidenversicherung geben.

Art. 31. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Animatoren sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrags von 15 %.

KAPITEL VIII. — Krankenwärter

Art. 32. Die unter Artikel 3 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 angeführten Arbeitgeber können entweder den natürlichen Personen, an deren Wohnsitz sich Kranken ihrer Familie befinden, oder den Kranken selber Krankenwärter zur Verfügung stellen.

Art. 33. Die Krankenwärter dürfen weder Tätigkeiten nachgehen, für welche Subventionen bei Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind, noch Tätigkeiten, die Anlass zu einer Beisteuerung seitens den Kranken und Invalidenversicherung geben.

Die Krankenwärter dürfen nur Kranke betreuen, denen ein ärztliches Attest ausgestellt worden ist.

Art. 34. Die Dienste der Krankenwärter dürfen nicht mit der im vorstehenden Kapitel IV erwähnten Betreuung von kranken Kindern zu Hause kumuliert werden.

Art. 35. Die Region übernimmt die unter Artikel 6, § 1 des obenerwähnten Dekretes vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Krankenwärter sowie die unter Artikel 6, § 2 desselben Dekretes vorgeschriebenen Sozialbeiträge nach erfolgtem Abzug eines Betrags von 15 %.

KAPITEL IX. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 36. Für jede Dienstleistung, die unter den vorstehenden Kapiteln erwähnt ist, teilen die Arbeitgeber jedes Quartal der Allgemeinen Direktion für Wirtschaft und Arbeitsbeschaffung des Ministeriums der Wallonischen Region, je Drittbenutzer, die Anzahl der im Laufe des vergangenen Trimesters geleisteten Stunden mit sowie die Entlohnungsbeträge, zu denen sie Anlass gegeben haben.

KAPITEL X. — Schlussbestimmungen

Art. 37. Was die Wallonischen Region anbelangt, sind folgende Bestimmungen aufgehoben :

1. das Königliches Erlass vom 8. August 1983 zur Ausführung der Artikel 13, § 3 und 16 bis des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nicht-kommerziellen Sektor, das dazu bestimmt ist, die Ausbildung in den Entwicklungsländern zu fördern;

2. das Königliches Erlass vom 29. Oktober 1986 zur Ausführung der artikel 13, § 3 und 16 des Königliches Erlass nr. 25 vom 24. März 1982 über die Schaffung eines Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nicht-kommerziellen Sektor;

3. das Ministerialerlass vom 30. April 1987 zur Ausführung der Artikel 3 und 10 des Königliches Erlass vom 29. Oktober 1986 über die Ausführung der Artikel 13, § 3 und 16 des Königliches Erlass nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Arbeitsbeschaffung im nichtkommerziellen Sektor.

Art. 38. Dieses Erlass tritt am selben Tage in Kraft wie das obenerwähnte Dekret vom 31. Mai 1990.

Die unter Artikel 37 angeführten Bestimmungen bleiben jedoch solange anwendbar wie diejenigen, die unter Artikel 15 des vorstehenden Dekretes vom 31. Mai 1990 erwähnt sind.

Art. 39. Der Minister für ländliche Erneuerung, Erhaltung der Natur, Industriezonen und Arbeitsbeschaffung wird mit der Ausführung dieses Erlass beauftragt.

Namur, den 22. Juni 1990.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister für Landliche Erneuerung, Erhaltung der Natur, Industriezonen und Arbeitsbeschaffung,
E. HISMAN

VERTALING.

N 90 — 1755

22 JUNI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegend dat het noodzakelijk is dat de nieuwe maatregelen die een bijzondere financiële bijdrage aan werkgevers opleggen die werknemers ter beschikking stellen van derde gebruikers samen met het decreet van 31 mei 1990 houdend instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werkloze in de niet-commerciële sector in kracht treden;

Op de voordracht van de Minister voor Landinrichting, Natuurbescherming, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Diensten van huishoudelijke helpsters aan sociaal tarief

Artikel 1. De werkgevers bedoeld in artikel 3 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector kunnen huishoudelijke helpsters ter beschikking stellen van minder begunstigde personen waarvan de toestand een hulp aan huis verlangt, hierna volgend derde gebruikers genoemd, op voorwaarde dat het huishoudelijke helpsters betreft die de dgor een erkende dienst voor gezins- en/of bejaardenhulp verrichte prestaties moeten aanvullen.

Onder minder begunstigde personen waarvan de situatie een hulp aan huis verlangt wordt verstaan de personen waaraan een uurbijdrage niet hoger dan 200 franken wordt of zou worden gevraagd als compensatie voor de door een gezins- of bejaardenhelpster verrichte diensten.

Art. 2. De huishoudelijke helpsters mogen de activiteiten niet verrichten waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van tewerkstelling van gezins- of bejaardenhelpsters.

Art. 3. Iedere derde gebruiker kan niet van de diensten van verschillende huishoudelijke helpsters tegelijk genieten. De duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestaties mag niet langer zijn dan twee volledige werkdagen per week.

Art. 4. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijk geval door de reglementering betreffende de gezins- en bejaardenhulp.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*:

Decreet van 31 mei 1990, *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1990.

Art. 5. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de huishoudelijke helpsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 7,5 %.

HOOFDSTUK II. — *Diensten van huishoudelijke helpsters*

Art. 6. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers mogen, voor private doeleinden, huishoudelijke helpsters ter beschikking stellen van natuurlijke personen, hierna volgend derde gebruikers genoemd.

Art. 7. De huishoudelijke helpsters mogen geen activiteiten uitoefenen waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van tewerkstelling van gezins- of bejaardenhelpsters.

Art. 8. Iedere derde gebruiker kan niet van de diensten van verschillende huishoudelijke helpsters tegelijk genieten. De duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestatie mag niet langer zijn dan een volledige werkdag per week.

Art. 9. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de huishoudelijke helpsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 25 %.

HOOFDSTUK III. — *Diensten van reparatie aan huis*

Art. 10. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen hulparbeiders ter beschikking stellen van minder begunstigde personen waarvan de toestand een hulp aan huis verlangt, hierna volgend derde gebruikers genoemd.

Onder minder begunstigde personen waarvan de situatie een hulp aan huis verlangt wordt verstaan de personen waaraan een uurbijdrage niet hoger dan 200 franken wordt of zou worden gevraagd als compensatie voor de door een gezins- of bejaardenhelpster verrichte diensten.

Art. 11. De hulparbeiders mogen enkel kleine werken uitvoeren.

Zij mogen enkel de door derde gebruikers ter hunne beschikking gestelde benodigheden en werktuigen gebruiken.

Art. 12. Iedere derde gebruiker kan niet van de diensten van meer dan twee hulparbeiders tegelijk genieten. In geen enkel geval mag de duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestatie langer zijn dan twee volledige werkdagen per maand en per werknemer.

Art. 13. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de hulparbeiders, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 10 %.

HOOFDSTUK IV. — *Oppasdiensten voor zieke kinderen aan huis*

Art. 14. De in artikel 3 van het voormelde decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers, met uitzondering van diegene van een school afhangen, mogen kinderverzorgsters ter beschikking stellen van ouders, voogden of van andere natuurlijke personen die kinderen oppassen.

De werkgevers moeten de werking van een kleutercreche, een kinderdagverblijf of van een erkend kindertehuis tegelijkertijd verzekeren.

Art. 15. Ten hujze van de kinderen passen de kinderverzorgsters op de zieke kinderen die niet ouder zijn dan dertien jaar, gedurende een periode die niet langer mag zijn dan drie werkdagen te rekenen vanaf de dag nadat een medisch attest is opgesteld dat het zieke kind verbiedt uit te gaan.

Art. 16. Bij gebreke aan op te passen zieke kinderen aan huis mogen de kinderverzorgsters tewerkgesteld zijn in de kleutercreche, het kinderdagverblijf of in het erkende kindertehuis waarvan de werkgevers de werking verzekeren.

Art. 17. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijk geval door de reglementering betreffende de kinderdagverblijven.

Art. 18. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK V. — *Onthaaldiensten voor kleine kinderen*

Art. 19. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers, met uitzondering van diegene van een school afhangen, mogen, in daarvoor bijzonder bestemde lokalen, de oppas van kinderen die hen worden toevertrouwd door hun ouders, voogden of andere natuurlijke personen die ze oppassen door kinderverzorgsters doen verzekeren.

Art. 20. De kinderverzorgsters passen op de hun toevertrouwde kinderen van minder dan zeven jaar gedurende maximum één dag.

Ieder kind mag niet langer dan vier volledige dagen per maand opgepast worden.

Art. 21. Bij gebreke aan onthaalactiviteiten mogen de kinderverzorgsters de in hoofdstuk IV vermelde oppas van zieke kinderen aan huis doen.

Art. 22. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijke gevallen door de reglementering betreffende de kinderdagverblijven.

Art. 23. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet, voorziene sociale bijdrage, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK VI. — *Postnatale centra*

Art. 24. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers mogen kinderverzorgsters ter beschikking stellen van pas bevallen vrouwen, hierna volgend derde gebruikers genoemd. De activiteiten vinden plaats aan huis van de derde gebruikers tijdens een periode die niet langer mag zijn dan vijftien kalenderdagen vanaf de datum van de bevalling.

Art. 25. Iedere derde gebruiker kan niet van de diensten van verschillende kinderverzorgsters tegelijk genieten.

Art. 26. De kinderverzorgsters mogen geen activiteiten uitoefenen waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van tewerkstelling van gezins- of bejaardenhelpsters.

Art. 27. Het urlloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijk geval door de reglementering betreffende gezins- en bejaardenhulp.

Art. 28. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK VII. — *Onthaal- en animatiедiensten in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden*

Art. 29. De in vereniging zonder winstoogmerk opgerichte rust- en onthaaltehuizen en rustoorden, behalve dewelke waar de openbare overheid overwegend is in de oprichting of leiding ervan, mogen animatoren met hoogstens een diploma van het hoger sekundair onderwijs ter beschikking stellen van de personen die er verblijven.

Art. 30. De animatoren verrichten onthaal- en animatieactiviteiten ten einde de kwaliteit van het verblijf te verbeteren.

Zij mogen noch activiteiten waarvoor een toelage voorzien is in geval van tewerkstelling van gezins- en bejaardenhelpsters, noch activiteiten die aanleiding geven tot een tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering verrichten.

Art. 31. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1 van het voormelde decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdrage, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 15 %.

HOOFDSTUK VIII. — *Diensten van ziekenverzorgsters*

Art. 32. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers mogen ziekenverzorgsters ter beschikking stellen hetzij van natuurlijke personen die zieken aan huis hebben welk deel uit maken van hun familie, hetzij van de zieken zelf.

Art. 33. De ziekenverzorgsters mogen noch activiteiten waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van tewerkstelling van gezins- of bejaardenhelpsters, noch activiteiten die aanleiding geven tot een tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering verrichten.

De ziekenverzorgsters mogen zich enkel bezig houden met zieken die een medisch attest hebben.

Art. 34. Het voordeel van de diensten der ziekenverzorgsters mag niet gecumuleerd worden met het voordeel van de in hoofdstuk IV bedoelde oppasdiensten voor zieke kinderen aan huis.

Art. 35. Het Gewest neemt ter hore last de in artikel 6, § 1 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de ziekenverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2 van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 15 %.

HOOFDSTUK IX. — *Gezamenlijke bepalingen*

Art. 36. Voor iedere dienst vermeld in de vorige hoofdstukken verstrekken de werkgevers, om de drie maanden, aan de Algemene Directie voor Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, per derde gebruiker, het aantal verrichte urprestaties tijdens het afgelopen trimester, alsmede de bedragen van de betalingen waartoe zij aanleiding hebben gegeven.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 37. Wat betreft het Waalse Gewest, worden de volgende bepalingen opgeheven :

1º het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 tot uitvoering van artikelen 13, 3e lid, en 16bis van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector bestemd voor de aanmoediging van de vormingsacties in de ontwikkelingslanden;

2º het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van artikelen 13, 3e lid, en 16 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

3º het ministerieel besluit van 30 april 1987 tot uitvoering van artikelen 3 en 10 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van artikelen 13, 3e lid, en 16 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 38. Dit besluit heeft uitwerking op dezelfde dag als het voormeld decreet van 31 mei 1990.

De in artikel 37 vermelde bepalingen blijven echter van toepassing even lang als dewelke bedoeld in artikel 15 van het voormeld decreet van 31 juni 1990.

Art. 39. De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS